

## **Analyse de l'enquête SPV sur la mise en œuvre du Concept 360° dans les établissements de l'enseignement obligatoire vaudois**

Du 20 septembre au 3 octobre 2021, plus de 1000 enseignant·e·s ont répondu à la vaste enquête proposée par la SPV relative à la mise en œuvre du Concept 360° qui traitait de la gouvernance, des finances de l'enseignement spécialisé, de l'enseignement spécialisé, des élèves allophones et des mesures socio-éducatives. Le lien pour répondre à l'enquête a été envoyé aux membres SPV par courriel et des affiches ont été envoyées dans les salles de maîtres du canton.

Il en ressort que les enseignant·e·s de degré primaire (cycles 1 et 2, 75%) sont largement représentés. Deux hypothèses peuvent expliquer ce phénomène: la gestion de l'intégration pourrait être plus importante au début de scolarité des élèves, et une faible partie d'enseignant·e·s du secondaire - maîtres·se·s de disciplines académiques et spéciales - serait en contact direct avec ces thématiques. Sur les 93 établissements vaudois de la scolarité obligatoire, 89 sont représentés, soit 96% d'entre eux. Par ailleurs, on relève une moyenne de 10 réponses par établissement. Ces éléments permettent de dire que les résultats de cette enquête reflètent la réalité cantonale.

Les réponses relatives à l'état des travaux semblent être positives. 90% des répondants indiquent qu'un comité de projet 360° (CP 360) est constitué. L'enquête montre que, suite aux demandes de la SPV en 2019, les CP 360 ne sont pas l'apanage des directions. En effet, seuls 6% seraient exclusivement composés de la direction. Toutefois, un important travail devra être effectué afin de mieux informer les enseignant·e·s, car 40% ne seraient pas au courant de l'avancée des travaux des CP 360.

Le financement de l'enseignement spécialisé est une thématique extrêmement préoccupante. En effet, la Société pédagogique vaudoise s'est déjà offusquée des propos du panel interviewé dans la brochure de rentrée 2021-2022. En page 27, on pouvait lire que « *l'enjeu des ressources surgit rapidement dans les discussions au sein des établissements. Or, constate le panel, c'est « un faux problème » ou « un alibi pour ne pas bouger »*<sup>1</sup>. Pour la SPV, ces phrases sont un réel affront pour tous les acteurs et actrices qui se démènent quotidiennement pour trouver des solutions afin d'aider au mieux les élèves avec les moyens octroyés. Par ailleurs, selon le Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS) « *un effectif adéquat et des ressources supplémentaires facilitent l'intégration scolaire* »<sup>2</sup>. Dans les établissements de 27% des sondé·e·s, des réductions du nombre de périodes d'enseignement spécialisé ont été annoncées. Alors que, dans 21% des cas, aucune diminution n'est prévue. Au niveau des établissements, on constate que 42% d'entre eux auraient annoncé ces diminutions et 37% n'en auraient pas annoncé. Ces éléments contrastent avec le discours officiel annonçant une augmentation des moyens. De plus, on apprend que 41% des répondant·e·s disent avoir essuyé un refus d'accompagnement pour des élèves à besoins particuliers pour des raisons financières (contre 43% qui l'ont obtenu). Au cycle 1, le pourcentage du refus monte à 50%. Ainsi, un réel investissement financier, dans chaque établissement, devra être effectué afin de remplir la mission d'une école à visée inclusive.

Au niveau de l'enseignement spécialisé, la SPV constate que bien souvent, dans des cas où l'intervention d'un·e enseignant·e spécialisé·e serait recommandée, la mesure proposée est celle d'un·e assistant·e à l'intégration qui n'a toutefois pas les mêmes compétences, ni la même mission (37%, contre 26% qui auraient pu bénéficier d'un·e enseignant·e spécialisé·e). De plus, 31% des répondant·e·s indiquent une augmentation des prestations indirectes au profit des prestations directes (contre 24% qui n'indiquent pas d'augmentation). Cela signifie qu'on délivre moins d'aide directe aux élèves en difficulté au profit d'aide aux enseignant·e·s ou aux parents.

En ce qui concerne les élèves allophones, l'enquête montre que les informations relatives aux prestations de l'Unité Migration Accueil (UMA) ne sont pas suffisamment connues. Un réel effort de communication auprès des enseignant·e·s devra être fait afin de répondre aux besoins de certains de ces élèves.

Quant aux mesures socio-éducatives, il est important de rappeler que la SPV avait demandé en 2015 via une résolution de son Assemblée des délégué·e·s une prise en charge éducative dans les établissements. Selon les

résultats de l'enquête, 71% des répondant-e-s indiquent que leur établissement a mis en place ces mesures et près de 80% disent avoir assisté à une présentation de celles-ci. De plus, 28% relèvent avoir pu bénéficier de ces prestations suite à une demande (7% n'ont pas pu en bénéficier). Or, plusieurs des répondant-e-s indiquent dans leurs commentaires que l'aide apportée n'était malheureusement pas suffisante. En effet, certain-e-s relèvent qu'il est difficile pour un éducateur social de répondre aux besoins lorsqu'il est présent une journée dans un établissement pour 1000 élèves. Pour finir, il est important de relever que 90% des répondant-e-s indiquent une augmentation des problématiques d'élèves d'ordre social et éducatif. Certes, la période du COVID n'a pas aidé les élèves, mais le besoin sur le terrain est bel et bien présent. L'école doit mettre en œuvre de réels moyens afin de répondre à cette demande.

*Le Comité cantonal SPV  
Lausanne, le 5 novembre 2021*

1 *Les écoles apprivoisent le 360° malgré la pandémie, page 27 in Rentrée scolaire 2021–2022, DFJC*

2 <https://www.csps.ch/themes/ecole-et-integration/integration-scolaire/reponse-12>

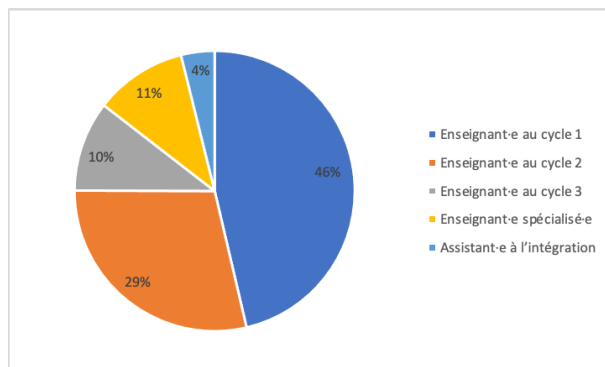
# Résultats de l'enquête SPV sur la mise en œuvre du Concept 360° dans les établissements de l'enseignement obligatoire vaudois

Du lundi 20 septembre au dimanche 3 octobre 2021  
Enquête envoyée par courriel aux membres SPV et  
Affiches exposées dans les salles des maître·sse·s du canton  
Plus de 1000 réponses et près de 300 commentaires  
Enquête réalisée avec l'outil SurveyMonkey

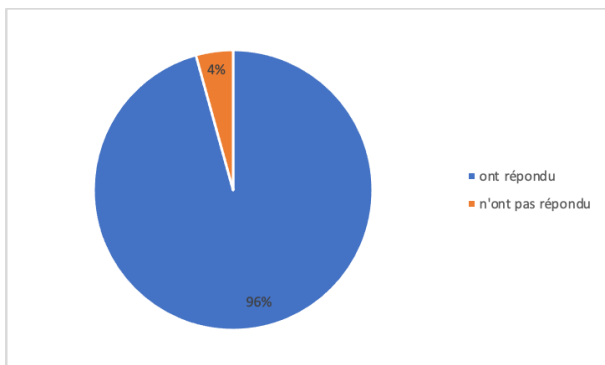
Résultats bruts qui complètent la prise de position SPV du 7 octobre 2021  
disponible sur [www.spv-vd.ch](http://www.spv-vd.ch)

## CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

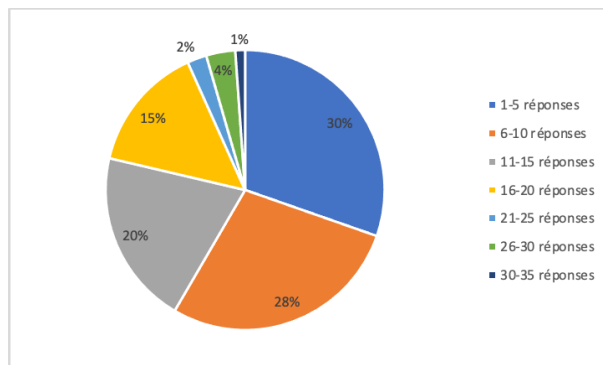
*Travaillez-vous principalement comme ... ?*



*Pourcentage d'établissements de la scolarité obligatoire du canton qui ...*

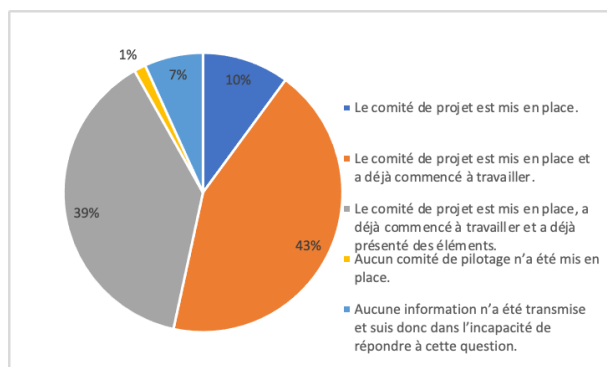


*Pourcentage d'établissements en fonction du nombre de réponses*

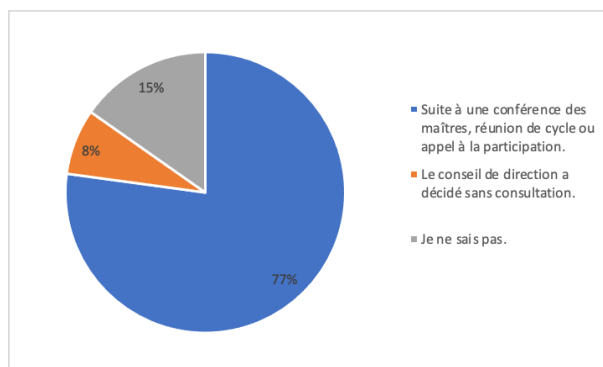


## AXE GOUVERNANCE

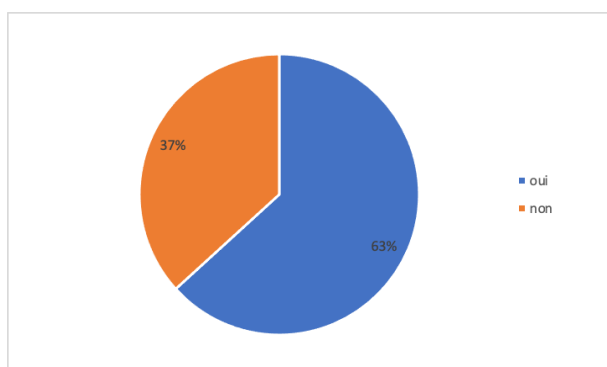
*Selon vous, à quel stade se trouve votre établissement dans le projet 360° ?*



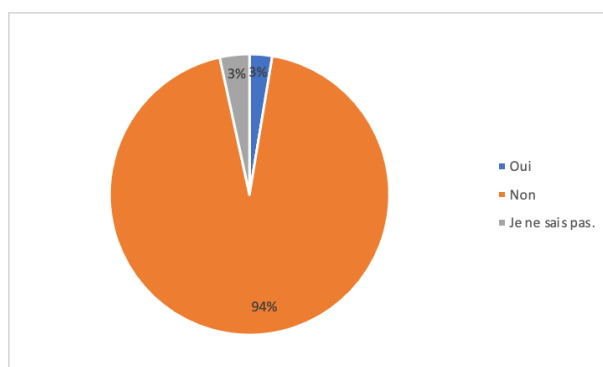
*Comment ont été désignés les membres de ce comité ?*



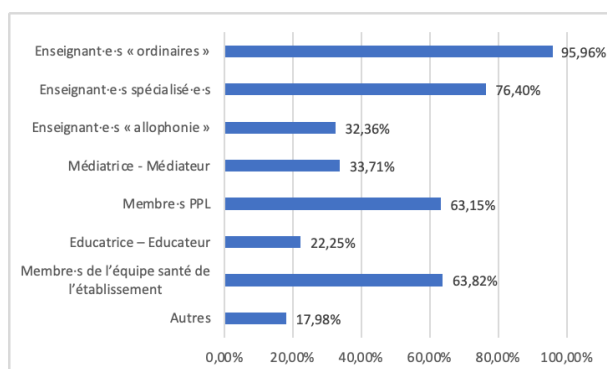
*Connaissez-vous la composition du comité de projet ?*



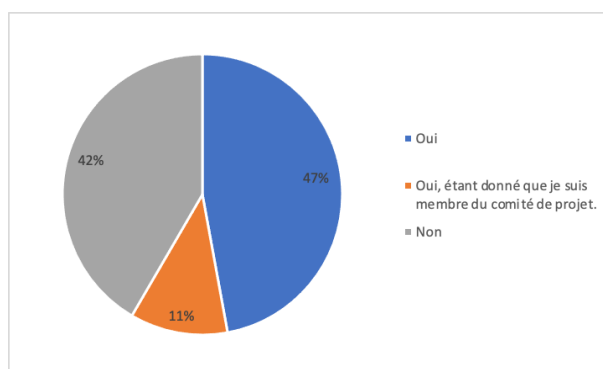
*Est-ce que le comité de projet est composé exclusivement du Conseil de direction ?*



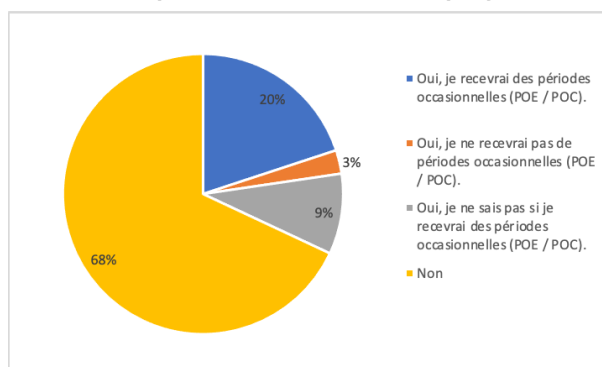
*Si non, qui complète le comité de projet (plusieurs réponses possibles) :*



*Êtes-vous mis au courant des travaux du comité de projet ?*



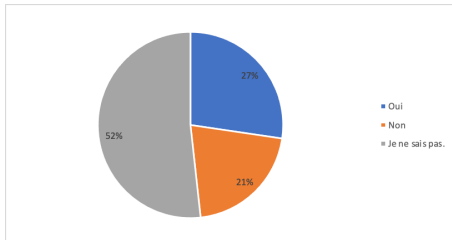
*Participez-vous au comité de projet ?*



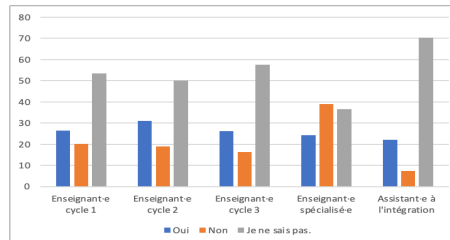
## AXE FINANCES ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

Depuis l'annonce du Concept 360° par le DFJC (2019), a-t-on communiqué des réductions de périodes d'enseignement spécialisé dans votre établissement ?

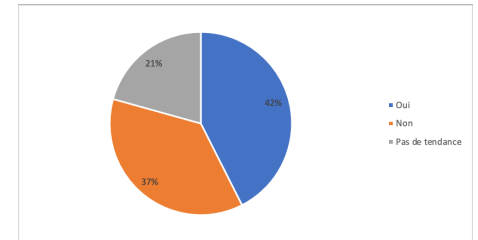
Global



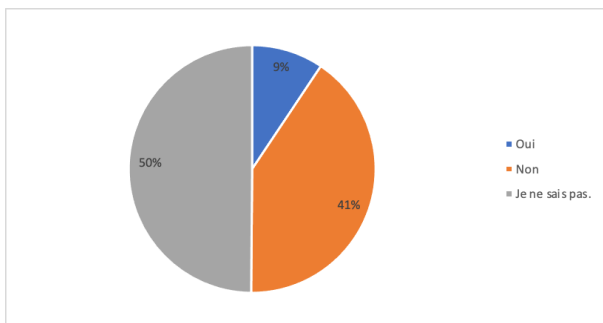
Par degré d'enseignement



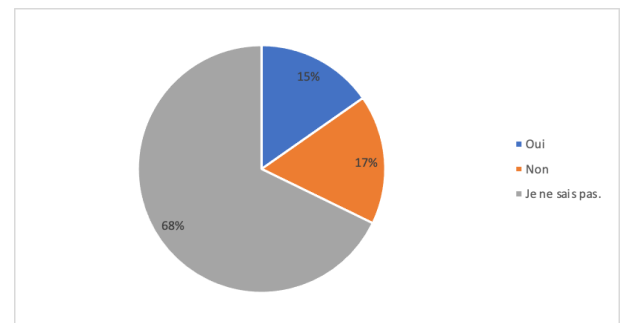
Tendance par établissement



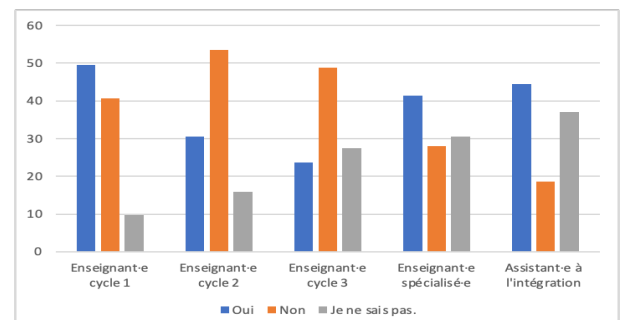
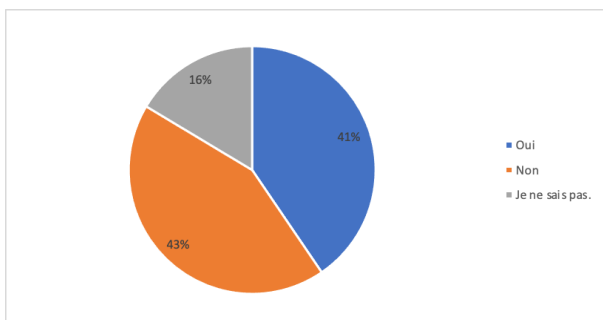
Depuis l'annonce du Concept 360° par le DFJC (2019), a-t-on communiqué des augmentations de périodes d'enseignement spécialisé dans votre établissement ?



Depuis l'annonce du Concept 360° par le DFJC (2019), a-t-on communiqué des réductions de périodes d'enseignement spécialisé pour les années scolaires prochaines ?

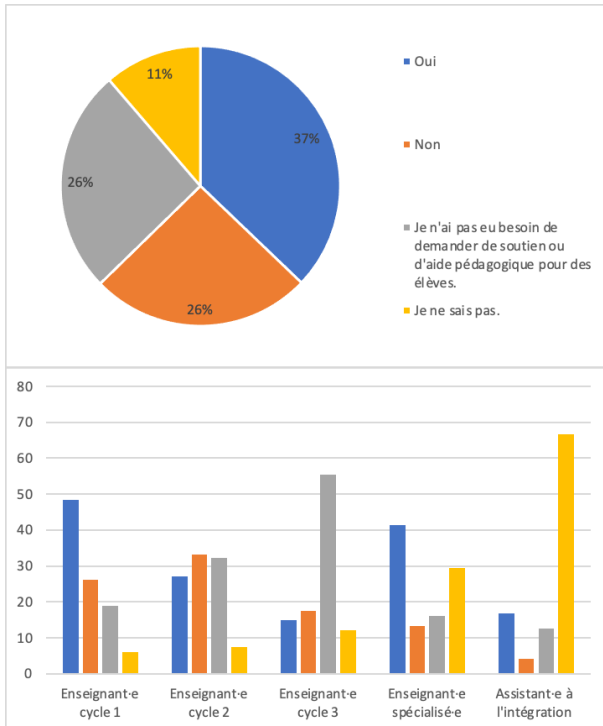


Durant l'année scolaire 20-21, a-t-on refusé, pour la classe dans laquelle vous travaillez, des mesures spécifiques d'accompagnement pour des élèves à besoins particuliers pour des raisons financières ?

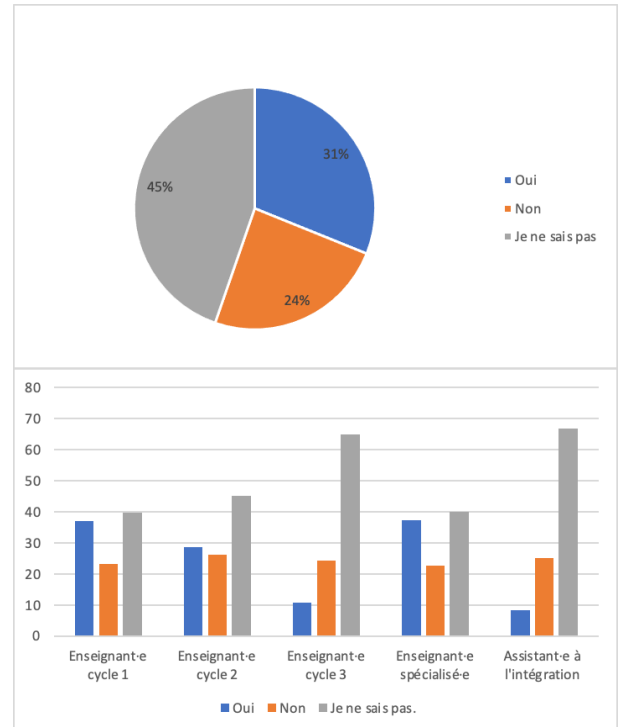


## AXE ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

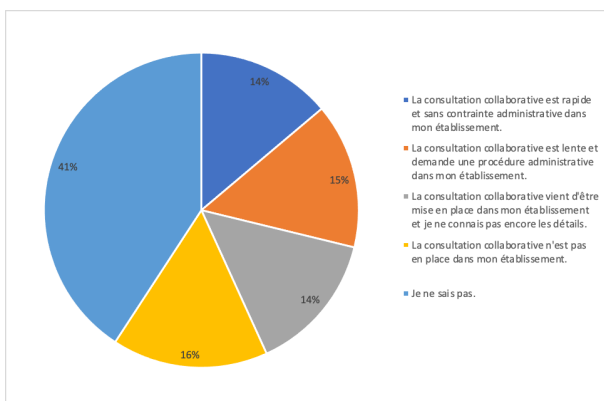
*Si vous avez demandé un soutien ou une aide pédagogique pour un·e de vos élèves, vous a-t-on proposé un·e assistant·e à l'intégration alors qu'un·e enseignant·e spécialisé·e était recommandé·e ?*



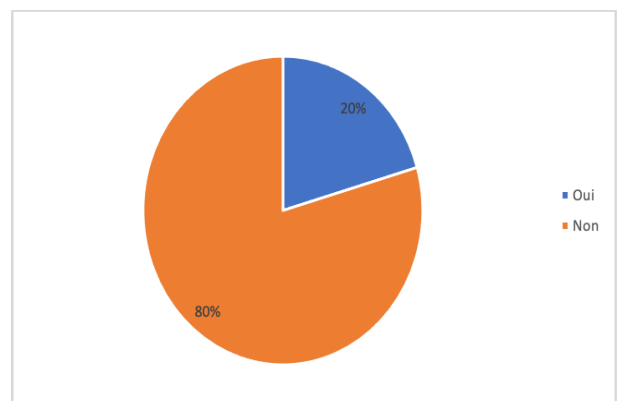
*Dans le cadre des prestations PPLS, avez-vous l'impression, durant ces deux dernières années scolaires, que les prestations indirectes ont augmenté au profit de prestations directes ?*



*La consultation collaborative joue un rôle central dans le dispositif 360°. Pour la SPV, elle doit être rapide et sans contrainte administrative. Qu'en est-il dans votre établissement ?*

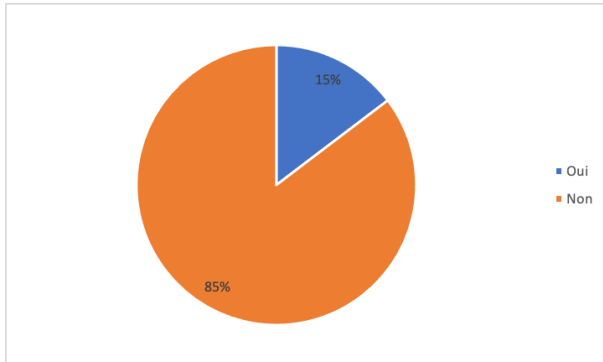


*Uniquement si vous enseignez en 1-2P, aurait-on refusé l'intervention d'un·e enseignant·e spécialisé·e pour la classe dans laquelle vous travaillez en argumentant que les enseignant·e-s spécialisé·e-s n'interviennent pas en 1-2P (question non obligatoire)?*

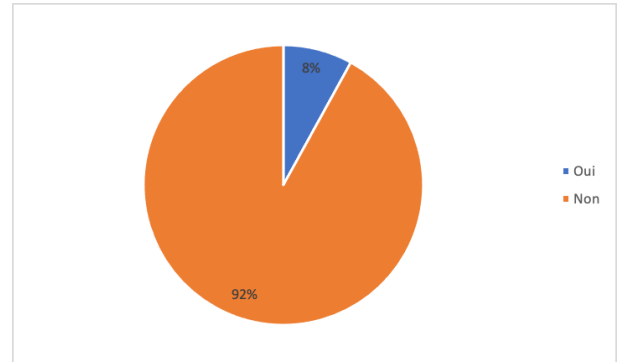


## AXE « ALLOPHONIE »

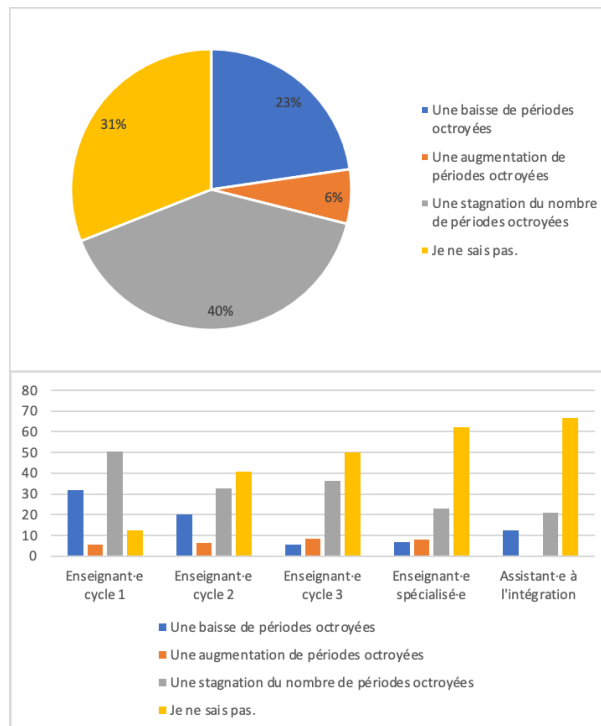
Dans le cadre des élèves allophones, avez-vous été mis au courant des prestations de l'Unité Migration Accueil (UMA) ?



Savez-vous qui est votre délégué-e régional-e UMA ?

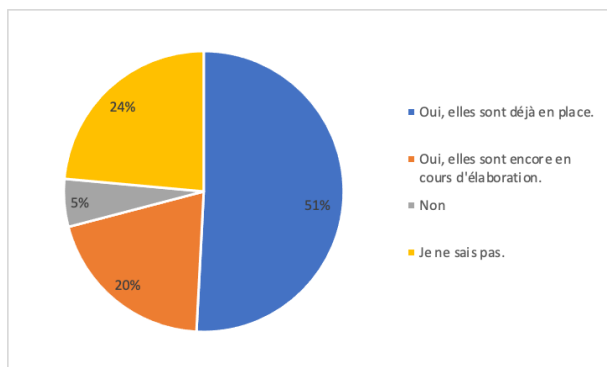


Dans le cadre des cours de français intensif (CIF), avez-vous perçu, depuis ces deux dernières années... :

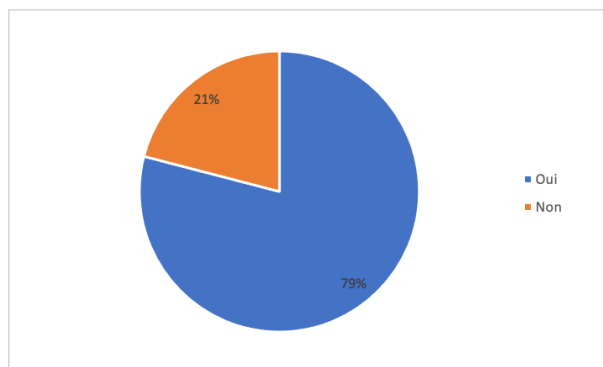


## AXE MESURES SOCIO-ÉDUCATIVES

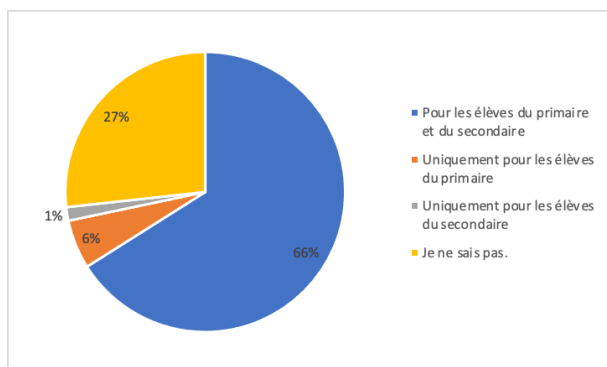
*Est-ce que votre établissement a mis en place des mesures socio-éducatives?*



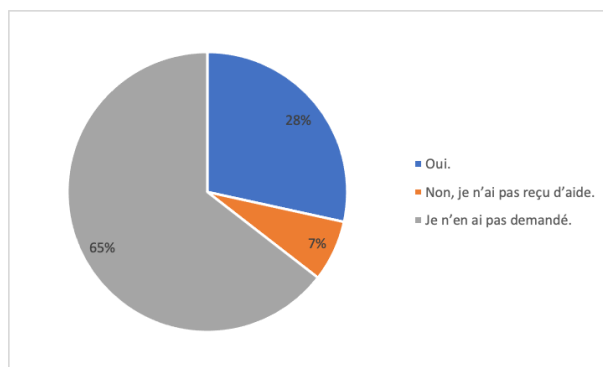
*Si oui, vous a-t-on présenté les prestations proposées pour ces mesures ?*



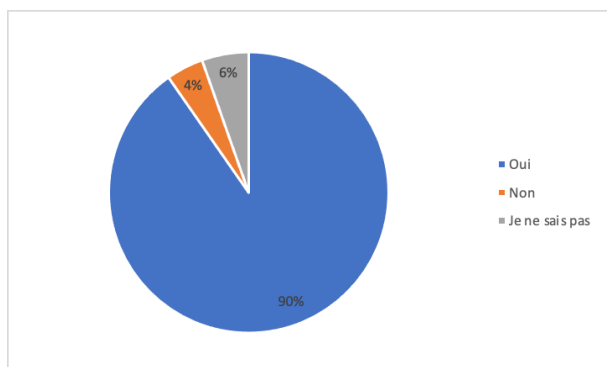
*Uniquement si vous êtes dans un établissement primaire et secondaire et qu'on vous a présenté les mesures socio-éducatives, est-ce que les mesures socio-éducatives sont prévues pour :*



*Avez-vous pu bénéficier des prestations de mesures socio-éducatives alors que vous en aviez demandé ?*



*Avez-vous observé une augmentation des problématiques d'élèves d'ordre éducatif et social?*



*Si oui, de quel type? (plusieurs réponses possibles)*

